

LES ARMÉES DES PURS : LA QUESTION DU FASCISME INDIEN

PAR DILIP SIMEON*

Peut-on parler d'un « fascisme indien » ? C'est ce que soutient l'historien Dilip Simeon, affirmant que les différences historiques entre les mouvements « communalistes » – qui prônent l'unification d'une communauté sur une base religieuse – qui se sont développés en Asie du Sud depuis l'indépendance et le fascisme des années 1930 en Europe ne doivent pas nous masquer une filiation avérée. Si ces mouvements n'ont pas encore accédé au pouvoir ni déclenché une guerre proprement dite, on aurait tort de sous-estimer la violence et la destruction de l'État de droit dont ils sont porteurs.

« *La militarisation continue de la société nécessite un ennemi permanent.* »

(Hoodboy et Nayyar, 1986)

Le terme de fascisme est-il pertinent, appliqué à l'Inde ? Tout dépend de ce que l'on entend par fascisme. J'emploie quant à moi généralement ce terme pour décrire l'émergence de dictatures de droite, marquées par des idéologies ultranationalistes, l'abolition de l'État de droit et la destruction des institutions démocratiques. Le fascisme s'empare de la sphère publique en contrôlant les foules et entretient une pulsion génocidaire à l'encontre d'« ennemis intérieurs » imaginaires. L'exterminisme a eu différents aspects, dont le darwinisme social et l'eugénisme. Mais l'un de ses éléments fondamentaux est l'expression de l'unité nationale par l'octroi d'un statut inférieur à une communauté entière.

Le fascisme constitue une attaque sur la politique, en ce qu'il substitue au dialogue démocratique l'intimidation violente, l'acclamation spectaculaire et des schémas de comportements automatisés. Il renforce en même temps considérablement le lien entre nationalisme et bellicisme, déjà avéré avec l'émergence des États-nations. C'est un projet idéologique qui construit un État criminel et vise la militarisation de la société civile. Aussi ne peut-il pas être compris en termes simplement utilitaristes, par exemple comme un instrument de la bourgeoisie. Le fascisme est l'expression puissante d'un désir d'annihilation, endémique dans la modernité capitaliste (qui en compte aussi d'autres). C'est un mouvement populiste, qui mobilise la plupart des éléments les plus bas et destructeurs de la psychologie de masse. Pour reprendre la formule de l'ancien nazi Herman Rauschning, c'est la révolution du nihilisme.

Les événements historiques ne se répètent pas selon un modèle préétabli. Mais au départ, le fascisme n'a pas été un événement, mais plutôt un processus progressif, dont les formes politiques et institutionnelles demeurent reconnaissables, au-delà des différences de contexte. Il ne s'est pas toujours manifesté par une prise de pouvoir ou l'éclatement d'une guerre. Pour l'identifier, il faut savoir être attentif aux tendances politiques en jeu. Or ces tendances, au-delà de leur singularité, sont bien présentes dans l'Inde coloniale et dans les États qui lui ont succédé. Le dénominateur commun des fascismes est que leur succès repose davantage sur l'influence idéologique que sur l'affiliation organisationnelle. En Inde, cette idéologie se manifeste dans ce que nous appelons le « communalisme » (*communalism*), et elle implique la diabolisation de communautés entières, à l'instar de l'antisémitisme en Occident. À mon sens, le communalisme est la version indienne du fascisme.

Violence communaliste

L'indépendance de l'Inde et du Pakistan a été précédée de nombreux massacres. Il n'y a pas une décennie depuis les années 1890 qui n'ait été le théâtre de violences communalistes, pour certaines spontanées. À partir des années 1940, on a vu se développer une instigation délibérée de la violence. La tuerie de 1946, à Calcutta, qui causa la mort de 5 000 personnes, fut un tournant à cet égard¹. Après la partition (qui fut perçue comme une victoire pour les partisans d'une nation musulmane), des massacres eurent lieu dans tout le Nord de l'Inde et au Bengale. Des deux côtés de la nouvelle frontière, quelque quinze millions de personnes se virent contraintes de migrer. Près d'un million de personnes furent tuées.

Après 1947, les massacres se poursuivirent, avec des victimes musulmanes à Hyderabad (Inde) en

*Dilip Simeon est écrivain et historien du travail en Inde, auteur notamment de *The Politics of Labour under Late Colonialism* (1995) et de *Revolution Highway* (2010), premier récit de fiction en anglais sur le mouvement naxalite des années (1968-1972). Il a participé, de 1984 à 1992, à une campagne contre la violence communaliste et pour la justice, après le carnage anti-sikh de 1984.



1948, puis hindoues dans le Pakistan oriental en 1949 et 1950, et ahmadies [Ndt: communauté musulmane dissidente] dans le Pakistan occidental en 1953, et ainsi de suite². Plus récemment, des incidents majeurs ont ému l'opinion internationale: les pogromes de sikhs à Delhi en 1984, de musulmans dans le Gujarat en 2002 et de chrétiens dans l'Orissa en 2008. Dans les années 1980, au Punjab, l'insurrection séparatiste sikh [Ndt: qui revendique la création d'un État sikh, le Khalistan, ou « Pays des purs »] causa la mort de milliers de sikhs et d'hindous. La campagne pour la destruction de la mosquée de Babur dura huit ans (de 1986 à 1992) et fit entre quatre et cinq mille morts. L'insurrection au Kashmir fit des dizaines de milliers de victimes, principalement des musulmans. Environ 300 000 hindous du Kashmir furent forcés de quitter la vallée dans les années 1990 et plus de 400 d'entre eux furent tués par des groupes terroristes séparatistes ou/et islamistes. (Ces chiffres sont indicatifs, car il n'existe pas de données plus précises.)

Ces événements traumatiques ont laissé de profondes cicatrices dans la psyché collective et ont contribué à la stabilisation de l'identité communaliste. La peur est cruciale dans le projet fasciste

– comme en témoigne la stratégie consistant à tirer profit des blessures psychologiques pour provoquer la violence des foules. La désignation à la vindicte des femmes et des jeunes gens, à qui l'on reproche leurs codes vestimentaires ou l'adhésion à une culture « étrangère » est également un phénomène marqué. L'intimidation violente par les communalismes, aussi bien hindou que musulman, a reçu une réponse des plus modérées de la part des forces de l'ordre, et elle affecte la sécurité des femmes, la recherche universitaire et la création artistique.

Comprendre le communalisme indien

Certains universitaires estiment qu'il faut établir une distinction nette entre le communalisme *hindou* et *musulman*, tandis que d'autres se réfèrent seulement aux notions de majorité et de minorité. Pour ma part, je considère plutôt que le communalisme est une idéologie générique, qui a diverses expressions³. Dans l'Inde coloniale, on désignait par communalisme l'idée que partager des croyances religieuses impliquait une communauté d'intérêts politiques. Mais les Indiens avaient également d'autres affiliations: à leur caste, à leur région et à la langue parlée.

Le communalisme fondé sur la religion désigne donc une visée, et non une réalité, et les idéologies communalistes reposent sur le rêve d'une unité religieuse idéale. Lorsque la nation était définie en termes religieux, le communalisme et le nationalisme se mêlaient l'un à l'autre. Inévitablement, le langage d'inclusion et d'exclusion des communalistes était alors fondé sur des critères religieux.

L'historiographie communaliste est quant à elle un discours propagandiste, un récit de conquêtes et de défaites. Pour les communalistes, les leaders idéaux

L'une des manifestations de la perversion du langage politique communaliste est sa façon de réduire la démocratie à une affaire de chiffres.

sont des monarques – ou bien leur version moderne, les présidents permanents. Les communalistes ont toujours rêvé de parvenir à asservir militairement leurs prétendus ennemis. Ce n'est d'ailleurs jamais l'Empire britannique qui a incarné cet ennemi, mais une autre communauté. Le communalisme a toujours été, et il demeure aujourd'hui, une bataille politique sur le langage. Il serait absurde d'appeler les hindous ou les musulmans à « s'unifier » s'il régnait déjà entre eux une unanimité. Ces slogans constituent donc plutôt une tentative pour *créer* un intérêt communaliste. Par ailleurs, le communalisme n'est pas la somme de divers fanatismes, mais un mouvement politique singulier aux manifestations diverses. Si les idées communalistes ne sont pas l'expression d'une réalité, on ne peut pas non plus balayer du revers de la main leur caractère fasciste simplement parce que les communalistes n'ont pas (encore) pris le contrôle de l'État. En effet, le fascisme ne devient pas fascisme seulement lorsqu'il accède au pouvoir total. Il constitue un mouvement contestataire, et l'issue de ce mouvement n'est pas donnée.

La politique communaliste s'est développée avant le suffrage universel. 2,7 % de la population avaient le droit de vote en 1919, pourcentage qui fut étendu à 12 % en 1935. La restriction de l'électorat était un terrain favorable au développement d'une politique marquée par l'étroitesse d'esprit, et les Britanniques alors au pouvoir en tiraient parti pour contrer l'agitation nationaliste. En 1909, ils octroyèrent aux musulmans un électorat séparé. À partir du milieu des années 1920, le gouvernement britannique adopta une position relativement clémente envers les émeutes communalistes. Il utilisa également l'instruction, les manuels scolaires et les

informations filmées pour véhiculer l'image d'une Inde irrémédiablement divisée.

L'une des manifestations de la perversion du langage politique communaliste est sa façon de réduire la démocratie à une affaire de chiffres. En Inde, il est courant de dire que « *la démocratie, c'est la loi de la majorité* ». Mais le terme de majorité reste vide tant qu'on ne sait pas ce qu'on compte. La position communaliste – qui bénéficie d'un très large assentiment – présuppose que l'on compte toujours des communautés religieuses, dont les traits distinctifs s'imposeraient avec évidence. Mais la démocratie nécessite un pouvoir judiciaire indépendant, une presse libre et un État de droit. Elle suppose également la liberté de parole, de croyance et de réunion, le droit d'association et la résolution pacifique des conflits. Elle ne peut être réduite à « la loi de la majorité ». Pourtant, tous les programmes communalistes postulent que l'arithmétique religieuse est le facteur le plus significatif en politique, et que la démocratie est avant tout affaire de chiffres, et non de liberté. En ce sens, le communalisme est une philosophie politique du nombre.

La mentalité fasciste des communalistes

L'un des partis dominants de l'Inde, le BJP [Bharatiya Janata Party, Parti du peuple indien], est l'organisation de façade du RSS [Rashtriya Swayamsevak Sangh (volontaires nationalistes), organisation extrémiste nationaliste hindoue], une organisation paramilitaire fondée en 1925 par M. S. Golwalkar, un avocat du nationalisme hindou. Cette doctrine sacralise le territoire et prône une définition raciale de la nation. Les hindous y sont considérés comme la race nationale, tandis que les musulmans, les chrétiens et les communistes sont définis comme des corps étrangers. M. S. Golwalkar appelait à l'unification nationale sur une base raciale, religieuse et culturelle. Sa position envers les minorités était la suivante : « *les éléments étrangers peuvent vivre dans la mesure où la race nationale le tolère [...] et doivent quitter le pays selon le bon vouloir de la race nationale. C'est là l'unique solution valable au problème des minorités* ».

V.D. Savarkar, président d'une autre organisation ultra nationaliste, le Hindu Mahasabha, fut également un fervent nationaliste hindou. Son slogan favori était « *Hindouisez toute la politique et militarisez l'hindouisme!* » En 1942, il exhorta ses membres à rejoindre les forces armées dans le cadre du mouvement de militarisation hindou et à « *s'emparer de tous les centres du pouvoir politique* », c'est-à-dire les assemblés législatives, les comités de défense et les ministères. Cette stratégie a été suivie par le RSS/BJP. Il est à noter que Savarkar fut l'un des inculpés dans l'assassinat de Gandhi – le rôle central qu'il y a

joué apparaît clairement dans le rapport officiel qui fut établi à la suite de cette inculpation⁴.

Si le RSS ne joua aucun rôle dans le mouvement nationaliste, il s'épanouit dans les années 1940. À la fin de l'année 1947, l'organisation fut qualifiée de milice privée par le Congrès indien. Dans un décret d'interdiction promulgué après l'assassinat de Gandhi, il lui était reproché d'avoir été à l'origine d'«*actes de violence comprenant des incendies criminels, des vols, des actes de banditisme et des assassinats*», «*de stocker illicitement des armes et des munitions*», «*de faire circuler des tracts incitant le peuple à user de méthodes terroristes pour stocker des armes à feu*», «*d'attiser la révolte contre le gouvernement et de soudoyer la police et l'armée*». Selon ce même décret, «*le culte de la violence cautionné [...] par les activités [du RSS] a fait de nombreuses victimes. La dernière en date – et la perte la plus grande – fut Gandhi lui-même*». L'organisation fut interdite de nouveau en 1975, puis en 1992 après la démolition de la mosquée de Babur, à l'issue d'une campagne menée par le leader du parti BJP, L.K. Advani.

Aujourd'hui, le RSS s'appuie sur un vaste réseau, actif sur les terrains les plus divers : des syndicats aux écoles, en passant par des organisations de jeunes et de femmes, des académies militaires et des œuvres de charité prétendument religieuses. Il s'est préparé à une bataille prolongée pour l'hégémonie culturelle et idéologique. Son leadership se renouvelle lui-même par la nomination du leader suprême par son prédécesseur. Il a mis au point une tactique consistant à utiliser la Constitution et le pouvoir pour se travestir (contrairement aux formes classiques du fascisme des années 1920). Chaque fois qu'il bénéficie de la protection de l'État, il étend son influence aux structures de la bureaucratie, de la police et de l'éducation.

Historiquement, communalistes hindous et musulmans ont tous deux invoqué le sort des juifs d'Europe pour faire entendre leur discours contre les minorités indésirables. Voici ce que disait Golwalkar en 1938 : «*pour conserver la pureté de sa race et de sa culture, l'Allemagne choqua le monde en purgeant le pays de la race sémite : les Juifs. La fierté de la race, portée à son comble, s'est manifestée là. C'est une bonne leçon pour nous, en Hindoustan, et nous devons nous en inspirer*». Savarkar fut cité par la presse nazie en 1939 : «*une nation est constituée de la majorité qui y vit. Que faisaient les juifs en Allemagne ? En tant que minorité, ils furent expulsés d'Allemagne*». En décembre 1939, il avait encore dit : «*les musulmans indiens, à l'instar des juifs en Allemagne, sont en général plus enclins à s'identifier et avoir des intérêts communs avec les musulmans hors de l'Inde qu'avec les hindous qui vivent au coin de leur rue*⁵». Le génocide des Roms n'est pas l'objet, en Inde, d'une grande

attention dans l'opinion publique, bien qu'ils aient été d'origine indienne. L'une des raisons qui l'expliquent est la façon dont le nazisme a été nettoyé de ses traits les plus choquants et rendu présentable dans le cadre du mouvement nationaliste⁶.

En 1950, le premier ministre pakistanais de la Justice, Jogindranath Mandal, un leader «*intouchable*» qui avait rejoint la ligue musulmane, quitta ses fonctions. Sa lettre au premier ministre, Liaquat Ali Khan, condamnait les atrocités commises sur les hindous dans le Pakistan oriental. Il citait les propos de Maulana Akram Khan, président de la Ligue musulmane du Pakistan, qui citait lui-même le prophète demandant que les juifs soient chassés d'Arabie. Mandal parlait avec amertume des 10 000 hindous tués dans les violences communales de février 1950 et d'un projet d'expulsion des hindous vers l'Inde afin de consolider l'unité musulmane. Il évoquait des violences et une exploitation généralisées : «*il n'y a ni loi, ni justice, ni aucune règle de décence qui vaille au Pakistan, quant il s'agit d'hindous*». Et il concluait en disant que le Bengale oriental avait été transformé en une colonie du Pakistan occidental⁷.

Les idées communalistes passent aujourd'hui pour banales en Asie du Sud. La façon dont l'État pakistanais entreprend d'imposer le respect de la doctrine religieuse est manifeste avec l'instauration d'une loi sur le blasphème et la persécution des musulmans ahmadis. Quant aux classes dirigeantes en Inde, elles traitent les islamistes comme des ennemis de la nation tandis qu'elles considèrent avec bienveillance les membres du RSS comme des patriotes égarés. Cette attitude perdure alors même que le dernier exemple en date d'émeutes de masse inspirées par le RSS ne remonte qu'à 2008. Des organisations et des individus associés au RSS ont également été inculpés dans l'attentat à la bombe perpétré en 2007 dans un train de voyageurs pakistanais, au cours duquel 69 personnes ont trouvé la mort. Les activités du RSS violent la Constitution indienne. Le problème central demeure leur addiction à la violence, mais cet aspect est toujours minimisé dans les discussions publiques. Alors que la violence maoïste est condamnée par tous, les infractions à la loi du RSS bénéficient d'un soutien ou d'une tolérance complices. Nombre de policiers, notamment parmi les plus âgés, qu'ils soient à la retraite ou en service, ont des accointances avec le RSS. Au sein du communalisme, les idées les plus extrémistes ont gagné une respectabilité. Des personnes haut placées croient en la culpabilité collective, en la violence de la foule et en l'efficacité des milices privées.

Le fascisme en Asie du Sud

Le xx^e siècle a été le théâtre d'un mouvement continu, d'une grande complexité tactique, de transformation



totalitaire de la politique en Asie du Sud. Les formes opposées du communalisme marchent ici de pair, comme les deux pôles d'un aimant initient un mouvement. La partition de l'Inde et les évolutions du Pakistan font partie de cette histoire. Le développement du fascisme en Asie du Sud institue une situation plus complexe que ne l'était celle de l'Europe dans l'entre-deux-guerres. Elle nous oblige à repenser ses éléments constitutifs. Avant tout, la préparation de fait à la guerre civile se manifeste par une entreprise de militarisation systématique de l'espace public. Alliée à d'autres tendances illégales, elle exprime le basculement vers un fonctionnement criminel de la sphère politique. Jusqu'à quel point ce processus est-il allé dans les différents États successeurs de l'Inde britannique ? Ceci est un autre débat.

Malgré ces tendances, la Constitution indienne n'est en aucun cas lettre morte. Mais le danger subsiste. En tant que discours communalistes, les nationalismes hindou et musulman sont des projets qui visent la conquête de l'État par des conceptions exclusives de la nation. Et ils travaillent sans relâche à accomplir ce projet.■

Traduit de l'anglais par Anne Joly.

NOTES

1. Voir les recherches de Claude Markovits sur cet épisode : mass-violence.org/The-Calcutta-Riots-of-1946.
2. L'enquête sur les émeutes contre les Ahmadis a mis en évidence l'érosion du sentiment de la légitimité des tribunaux : « *si par démocratie on entend la soumission de la justice à des fins politiques, alors mieux vaut se fier à Allah et nous achèverons nous-mêmes l'instruction* ». (thepersecution.org/dl/report_1953.pdf).
3. Cette approche est développée ici : dilipsimeon.blogspot.in/2012/08/communalism-in-modern-india-theoretical.html.
4. Le rapport peut être lu ici : dilipsimeon.blogspot.in/2012/03/report-of-commission-of-inquiry-into.html.
5. Les recherches sur le fascisme et le nationalisme hindou de Marzia Casolari peuvent être lues ici : sacw.net/DC/CommunalismCollection/ArticlesArchive/casolari.pdf.
6. Pour en savoir plus sur la militarization de la politique indienne : dilipsimeon.blogspot.in/2012/06/hard-rain-falling-on-death-of-tp.html.
7. La lettre de Mandal peut être lue ici : dilipsimeon.blogspot.in/2011/11/pakistans-first-law-labour-minister.html.